

La protection de l'enfant et de l'adulte en pleine mutation – Expériences pratiques des 20 derniers mois
Journées d'étude des 2 et 3 septembre 2014 à Bienne

Intervention 4

Prévoyance, obligations et contraintes liées à la politique sociale – les «bad practices» antérieures constituent-elles aujourd'hui des «lessons learnt»?

Thomas Huonker, Dr. phil. I, 1954, historien, professeur à la Gestalterische Berufsmaturitätsschule Zürich, responsable du projet „Kinderheime Schweiz - eine historische Aufarbeitung“, représentant de l'association « Fremdplatziert » à la table ronde, auteur et éditeur de plusieurs ouvrages, dont:

Fürsorge und Zwang: Fremdplatzierung von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz 1850-1980.

tomme 26 /2014 de la série Itinera, supplément de la Revue suisse d'histoire. Editeur: Markus Furrer, Kevin Heiniger, Thomas Huonker, Sabine Jenzer, Anne-Françoise Praz. Bâle 2014

800 Jahre Kloster Kappel - Abtei, Armenanstalt, Bildungshaus. co-auteur Peter Niederhäuser. Zurich 2008

Diagnose: "moralisch defekt". Kastration, Sterilisation und Rassenhygiene im Dienst der Schweizer Sozialpolitik und Psychiatrie 1890-1970. Zurich 2003

Roma, Sinti und Jenische. Schweizerische Zigeunerpolitik zur Zeit des Nationalsozialismus. Co-auteure Regula Ludi. Tomme 23 du rapport Bergier. Zurich 2001

La tutelle d'enfants orphelins, de veuves, d'enfants abandonnés et de mères célibataires est une ancienne tradition juridique dont l'intention est d'assurer la protection de ces personnes socialement vulnérables face aux plus avantagées auxquelles elles seraient / sont livrées sans défense, en l'absence d'un curateur. La dénomination actuelle *protection de l'enfant et de l'adulte* fait référence à cette tradition. Il s'agit de préserver les droits et le bien des personnes assistées et de les protéger contre l'abus, l'exploitation et le détournement. Dans le cadre de la mise en oeuvre juridique, cet objectif n'a souvent pas ou partiellement été atteint, voire totalement ignoré. Pour ce dernier cas de figure, en particulier lorsque le responsable des orphelins, le tuteur ou d'autres autorités compétentes, le personnel de soins et de surveillance, ont concrètement poursuivi d'autres objectifs, allant à l'encontre du but juridique déclaré. Citons à cet égard p.ex. les intérêts personnels (enrichissement, carrière, exploitation sexuelle, processus de travail optimisés et standardisés, gestion des dossiers à des fins de justification personnelle, poursuite d'intérêts personnels, p.ex. relatifs à des tests de médicaments); subordination à des intérêts de politique fiscale, p.ex.. maintien des coûts de prévoyance à un niveau inférieur; orientation à des normes sociales basées sur des jugements de valeurs négatifs et une exclusion de la diversité; valorisation de l'hygiène raciale et d'autres idéologies racistes; catégorisation sociale (favoritisme, valorisation et favoritisation de personnes des classes supérieures, attribution de types de formation et d'activités professionnelles moins bien rémunérées aux personnes des classes inférieures); condamnation morale et/ou religieuse des relations sexuelles pré-conjugales ou homosexuelles.

Présentation d'exemples de "bad practices", historiquement documentés (enfants placés, abus dans les foyers et institutions, internement administratif, traitement forcé, stérilisation forcée, avortement forcé, adoption forcée, retraits d'enfants, placements traumatisants, isolement de certains membres de la famille, p.ex. frère(s) et sœur(s), persécutions de minorités ethniques à des soi-disantes fins d'assistance). L'exposé se termine par des informations sur les changements et continuités dans le domaine social, ainsi que des questions devant aujourd'hui faire l'objet d'une discussion sociale.

Prévoyance, obligations et
contraintes liées à la politique
sociale – les «bad practices»
antérieures constituent-elles
aujourd'hui des «lessons learnt»?

Dr. Thomas Huonker, historien, Zurich

www.kinderheime-schweiz.ch

www.thata.ch

*Exposé lors des Journées d'étude COPMA,
2 septembre 2014, Bienne*

Placements extrafamiliaux, enfants placés:

Depuis le Moyen-Age

Orphelinat, maison de réclusion:

A Zurich depuis 1637, d'abord dans une seule maison,
puis ailleurs

**Maisons de correction, établissements de travaux
forcés, internement par décision administrative;**

Asile psychiatrique, clinique psychiatrique;

Fondation au 19^{ème} siècle, nombre maximal d'internés de
longue durée vers 1930-1950

Stérilisations et castrations forcées:

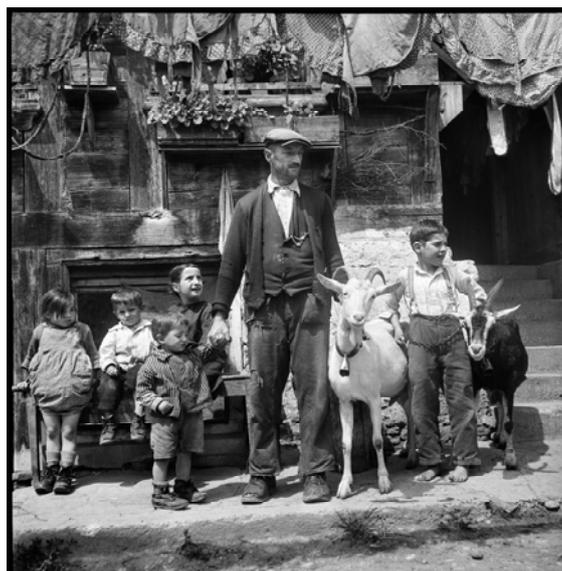
En Suisse depuis 1890. Nombre maximal vers 1930-1950

„Souvent les chèvres s'échappaient dans les champs de blé, alors je pleurais et criais, car je savais très bien que l'on me battrait à mon retour le soir. “

**Thomas
Platter,
1499-1582
enfant placé
en Valais**



Fermier avec ses enfants, des chèvres et un enfant placé. Berne, années 1940. Photo Paul Senn



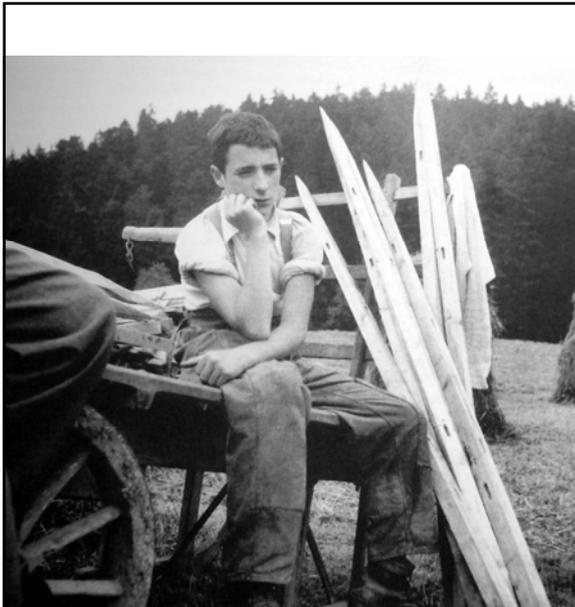


La triste situation des **enfants suisses placés** par les autorités dans les conditions les plus précaires est une thématique traitée dans la littérature depuis 1837 – dans l'histoire sociale que depuis 1990, à plus large échelle que depuis 2004.
Gravure sur bois d'Emil Zbinden, 1937

„On déambulait, on observait sous toutes les coutures les enfants qui se tenaient là, stupéfaits, jetais un coup d'oeil à leur baluchon pour également l'ouvrir et palper un vêtement après l'autre; s'enquérail, marchandait, comme sur un véritable marché.“

(Gotthelf, Le miroir des paysans, 1837)

Un inspecteur des pauvres bernois inspecte une place de travail en milieu rural et la dentition d'une fillette placée (années 1940) Photo: Paul Senn



Les enfants placés dans des familles paysannes à moindre frais étaient issus de familles pauvres et devaient travailler dès l'âge de 5 ou 6 ans à l'écurie, aux champs et à la maison avant, après et également à la place de l'école. Un travail dur et non rémunéré. Ils étaient souvent victimes de violences. Ce garçon a subi des abus sexuels de la part de ses parents nourriciers.

Photo Paul Senn, 1944

Les enfants placés en foyer, au 19^{ème} siècle souvent appelé „établissement de secours“ étaient également soumis à une réclusion sévère, parfois à des punitions sadiques surtout les enfants souffrant d'énurésie. Les abus sexuels perpétrés par des enfants plus âgés, mais aussi des responsables et autres



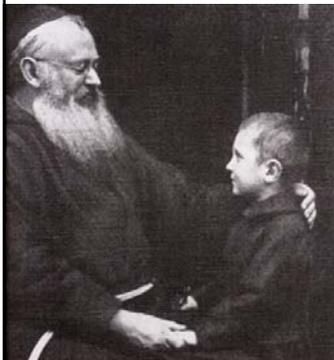
membres du personnel restaient souvent impunis.

Gymnastique matinale à l'orphelinat de Zurich, vers 1900



Toilette matinale au foyer pour garçons
Schloss Kasteln AG vers 1920

Oeuvres séraphiques de charité



Les Oeuvres séraphiques de charité existent dans tous les pays germanophones et d'autres encore; elles furent fondées par le prêtre capucin **Cyprian Fröhlich**.

En Suisse, elles étaient actives dans de nombreux cantons, en particulier à Soleure. L'Oeuvre séraphique de charité de Soleure (SLW) publia le journal „Der seraphische Kinderfreund“, organisa de nombreux placements pour les enfants placés en famille d'accueil, foyers et orphelinats et géra ses propres foyers.

La Fondation Gotthelf et les associations pour l'éducation des pauvres

Ces organisations et d'autres étaient spécialisées dans le placement d'enfants dans des exploitations agricoles. La Fondation Gotthelf était active dans la ville et le canton de Berne, les associations pour l'éducation des pauvres dans les cantons de Soleure, Bâle-campagne, Argovie et Thurgovie. D'autres organisations placent avant tout les enfants adoptifs.

...et toutes les autres...

Outre les acteurs étatiques (autorités de tutelle, offices de l'enfance et de la jeunesse, tribunaux des mineurs, responsables de foyers et maisons de redressement, médecins scolaires etc.), de nombreuses institutions religieuses ou privées géraient des foyers, à l'image des Soeurs de Charité de la Sainte-Croix d'Ingenbohl, des Soeurs de la Ste Croix de Menzingen, des Sœurs Baldegg, des Frères des écoles chrétiennes, des Bénédictins, ou encore de l'association évangélique Gott hilft, l'Armée du salut, les antroposophes.

Jusque dans les années 1960, diverses personnes privées sans formation spéciale se voyaient délivrer une autorisation officielle pour la gestion d'un foyer de taille modeste.



De nombreux **enfants placés en foyers**, surtout dans les foyers pour enfants pauvres bon marché, devaient également effectuer des **travaux éreintants**.

Photo:

Foyer pour filles

Bülach vers Zurich, vers 1910

Des enfants tirent une machine agricole
Berne, vers 1910



L'alimentation et l'habillement étaient souvent précaires.
Garçons du foyer de Sonnenberg, Kriens bei Luzern, 1944

Photo: Paul Senn



Garçons au travail, foyer de Sonnenberg, Kriens LU, 1944
Photo Paul Senn



La campagne du journal de gauche „Die Nation“, proche des syndicats, menée par le rédacteur en chef Peter Surava (pseudonyme de Hans Werner Hirsch, 1912-1995) à l'encontre des pratiques du foyer a provoqué la fermeture de l'établissement.



Enfants du foyer de Sonnenberg, spécialisé dans l'éducation de garçons difficiles, Lucerne.
Photo Paul Senn, 1944.



Les travail éreintant, souvent agricole, des enfants placés en foyers ou dans des familles paysannes ne cessa que dans les années 1970, suite à la mécanisation des travaux.

Photo Paul Senn 1944

Droite: Travaux dans les champs de pommes de terre réalisés par les garçons du foyer de Niederbipp, Berne. *Photo Paul Senn, 1944*



Gauche: Travail dans les champs de pommes de terre du foyer pour enfants de Landorf, Berne, vers 1970. Lors de tentatives de fuite, les têtes des enfants étaient rasées.

Le travail des enfants placés en foyer baissait leurs frais d'entretien, au détriment de leur formation scolaire et donc de leur formation professionnelle et revenu ultérieur. En Suisse, de nombreux enfants placés jadis en foyer vivent encore aujourd'hui dans une extrême pauvreté et dans des conditions de vie précaire.

Carl Albert Loosli (1877-1959), lui même pensionnaire du foyer de Trachselwald, devint un critique virulent, hostile aux pratiques éducatives des foyers et des établissements de travaux forcés pour les personnes soumises au régime de l'internement administratif.



Ulrich Wille junior (1877-1959)

Aux antipodes sociaux et politiques : C.A. Loosli et Ulrich Wille junior, qui ont vécu exactement à la même période dans le même pays, met en exergue qu'il n'existe pas un seul „esprit du temps“ (*Zeitgeist*)



Les co-fondateurs de la Fondation Pro Juventute et le président du comité de fondation jusqu'à son décès (1959) **Ulrich Wille junior** (né 1877), était un partisan convaincu d'Hitler et Mussolini.

Dans la villa zurichoise de Wille, Hitler a tenu un discours en septembre 1923 à des industriels suisses. L'intervention a rapporté Frs 30'000.- à Hitler, montant utilisé pour la tentative du putsch munichois.

La Fondation Pro Juventute



La Fondation Pro Juventute a été fondée en 1912, avec le privilège de pouvoir imprimer des timbres postaux spéciaux.

De 1926 à 1973, la **Fondation Pro Juventute**, mais aussi **d'autres organisations et autorités**, ont arraché des enfants, dont systématiquement des **enfants yéniches**, à leurs familles. Ils étaient considérés comme „génétiquement inférieurs“.



*Photo:
Hans Staub
1953*



Famille yéniche en Suisse vers 1930

„Celui qui veut vraiment combattre le vagabondage, doit essayer de faire éclater les liens qui unissent les gens du voyage; il doit aussi dur que cela puisse paraître, déchirer la communauté familiale“

(Alfred Siegfried 1943)

Photo E. Ackerknecht

Dr. Alfred Siegfried (1890-1972)



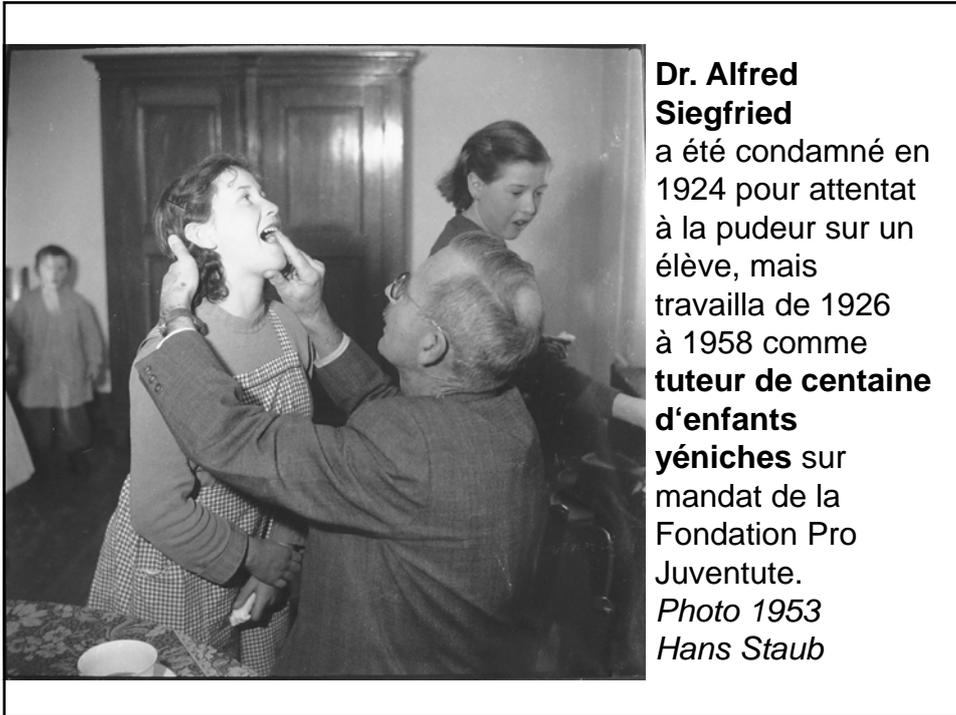
Le fondateur et directeur de la dénommée „**Oeuvre des enfants de la grand-route**“, gérée au secrétariat central de Pro Juventute de 1926 à 1973, amène des enfants yéniches dans un foyer (1953).

Photo: Hans Staub



Les Yéniches sont présents en Suisse, Allemagne, Autriche et France depuis des siècles. Cinq enfants furent enlevés à cette femme yéniche.

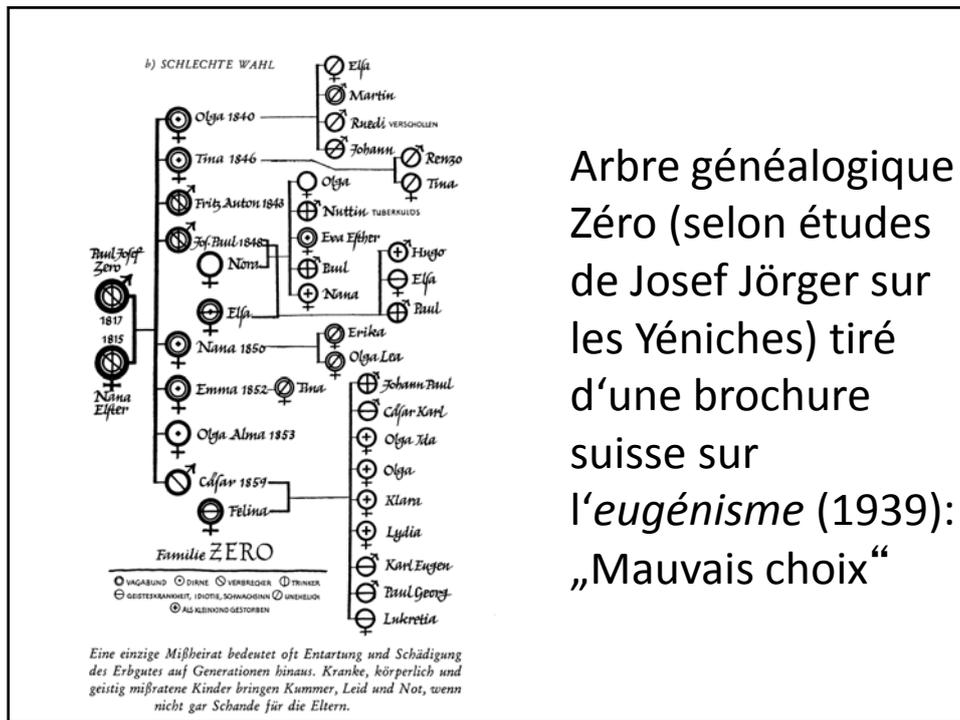
Photo Hans Staub, 1953



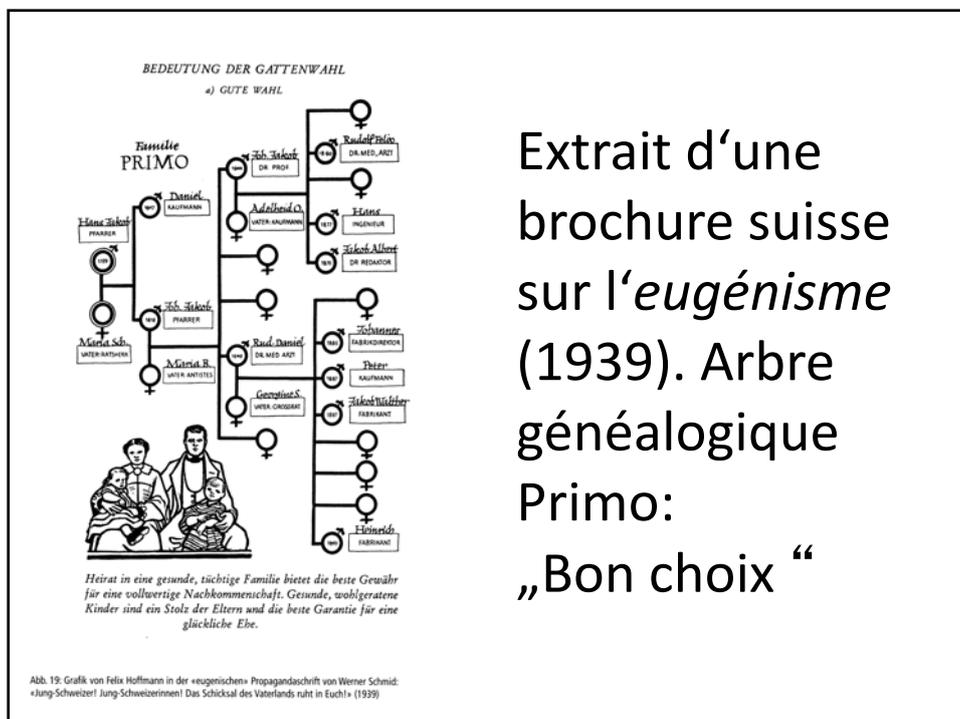
En 1905, les Yéniches avaient été collectivement diffamés comme „génétiquement inférieurs“ par le psychiatre grisonnais **Josef Jörger**, un disciple d'August Forel, soutenu par Ernst Rüdin. La Fondation suisse Pro Juventute et le théoricien raciste allemand Robert Ritter ont adhéré à cette conception.



Josef Jörger diffama et „nullisa“ les Yéniches en leur attribuant le nom de code „**Famille Zéro**“.



Arbre généalogique Zéro (selon études de Josef Jörger sur les Yéniches) tiré d'une brochure suisse sur l'eugénisme (1939): „Mauvais choix“



Extrait d'une brochure suisse sur l'eugénisme (1939). Arbre généalogique Primo: „Bon choix“

Abb. 19: Grafik von Felix Hoffmann in der «eugenischen» Propagandaschrift von Werner Schmid: «Jung-Schweizer! Jung-Schweizerinnen! Das Schicksal des Vaterlands ruht in Euch!» (1939)

En 1971 / 1973, une série d'articles de **Hans Caprez** fut publiée dans le journal „**Beobachter**“, relatant les agissements de Pro Juventute à l'encontre les Yéniches avec des témoignages de mères yéniches et de leurs enfants placés en foyer à des fins de dissolution des communautés familiales yéniches. La Fondation cessa son action en 1973.

Hans
Caprez le
6 octobre 2012;
à ses côtés, une
Yéniche placée
en foyer durant
son enfance.



Le 3 juin 1986, le Président de la Confédération Alfons Egli s'excusa des enlèvements ciblés d'enfants aux familles yéniches

En 1988, les Yéniches suisses, victimes d'actes de destruction familiale systématiques, ont obtenu un „dédommagement pour torts subis“ d'un montant variant entre Frs 2000.- et 20 '000.- par personne.

Depuis 1997, les Yéniches en Suisse sont reconnus comme une minorité linguistique à caractère non-territorial. Leur culture et langue sont promus, mais de façon minime. Ils luttent également en Allemagne et en Autriche – à ce jour en vain – pour leur reconnaissance et égalité.

Les communes et cantons refusent toutefois encore la construction d'aires de séjour et de transit pour les personnes du voyage; il manque environ 40 aires.

Différents scientifiques suisses, adhérant aux préceptes biologiques “eugéniques”, resp. de “l'hygiène raciale”, ont également qualifié des enfants non yéniches de “génétiquement déficients” et “génétiquement inférieurs”. De graves conséquences en ont résulté.

Sicher handelt es sich um ein erziehungsschwieriges Kind mit seinen Erbanlagen und der epileptischen Charakterveränderung, dessen Führung viel Erfahrung im Umgang mit solchen Kindern voraussetzt.

Vorschlag: Interne Schulung für erziehungsschwierige Spezialklässler, wie z.B. "Heimgarten" Bülach.

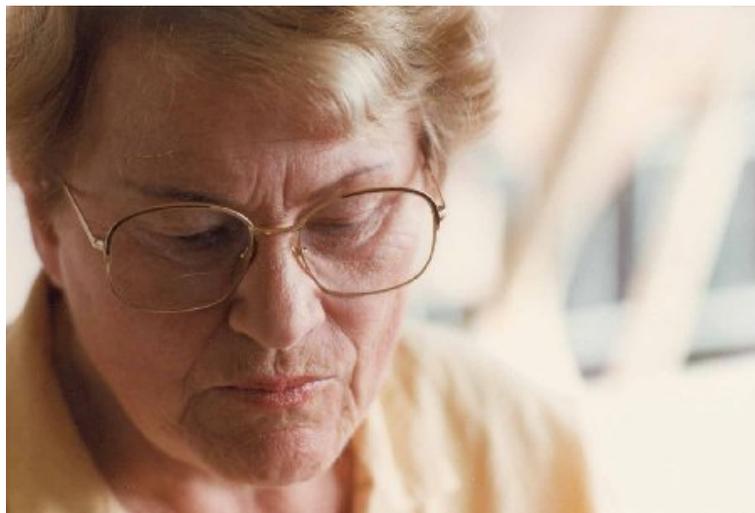
Die psychiatrische Leitung: Die heilpädagogische Leitung:

Wehrle / *Montalta*
 Dr.med.H.Wehrle, Spezialarzt FMH f.Psychiatrie, Solothurn Prof.Dr.Ed.Montalta, Direktor des Instituts f.Heilpädagogik in Luzern.

Extrait d'une expertise de 1967 réalisée par Prof. Eduard Montalta, pédagogue curatif, et Dr. Hans Wehrle, psychiatre



Professeur
Eduard Montalta
(1907-1986)



Dr. Marie Meierhofer
(1909-1998) en 1984



Photo: Marie Meierhofer

La pédiatre Marie Meierhofer a étudié entre 1958-1962 l'hospitalisme d'enfants en bas âge placés dans des foyers zurichois, qui jouissaient d'un encadrement mécanique, en série, aussi efficace que possible et à moindre frais, mais dépourvu d'émotions et de contacts corporels.

Ils développaient des mouvements stéréotypés, restaient étendus dans leur lit à barreaux, à la fois apathiques et dépressifs, et souffraient plus tard de troubles psychiques, ainsi que d'un déficit de compétences sociales.

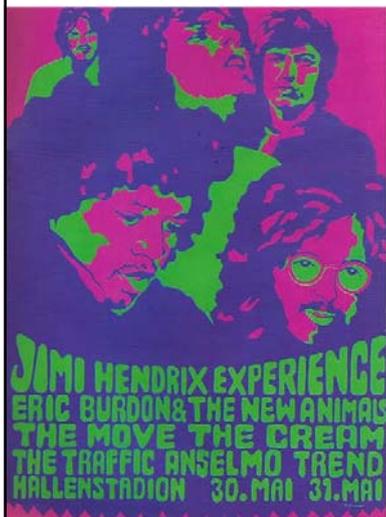
D'autres interprètent ces conséquences des pratiques éducatives des foyers comme un "déficit héréditaire".

La **campagne des foyers** de 1971/1972 critiquait les hiérarchies historiquement dépassées et mécanismes punitifs archaïques des foyers et institutions à l'époque de la révolte mondiale de la jeunesse, de l'émergence du mouvement hippie et de la musique rock.

STATUTEN DER HEIMKAMPAGNE ZUERICH

Name und Sitz	Unter dem Namen HEIMKAMPAGNE, im folgenden HK genannt, wird hiermit ein Verein i.S. von ZGB Art. 60f. mit Sitz in Zürich gegründet.
Zweck	Zweck der HK ist die Wahrung der Interessen von Heimzöglingen, Heimentlassenen und Jugendlichen, die mit der Möglichkeit einer Heimeinweisung konfrontiert sind.
Mittel	Die HK verfolgt ihren Zweck - durch aktive Beratung und Betreuung - durch intensive Oeffentlichkeitsarbeit.

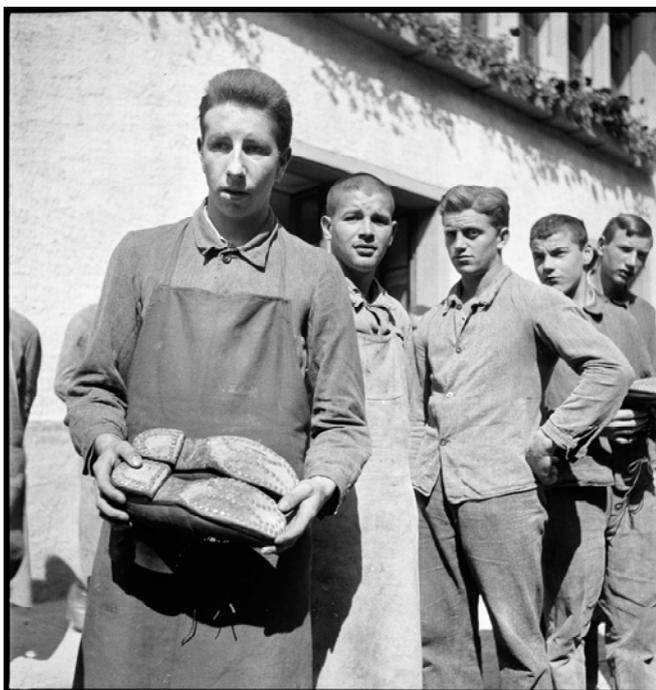
Affiche du concert de
Jimi Hendrix, mai 1968 à
Zurich



Tract de la campagne
des foyers 1971



Foyer d'Aarburg



Contrôle du
nettoyage des
semelles, foyer
d'Aarburg,
années 1940

Photo Paul Senn

Les internés par décision administrative



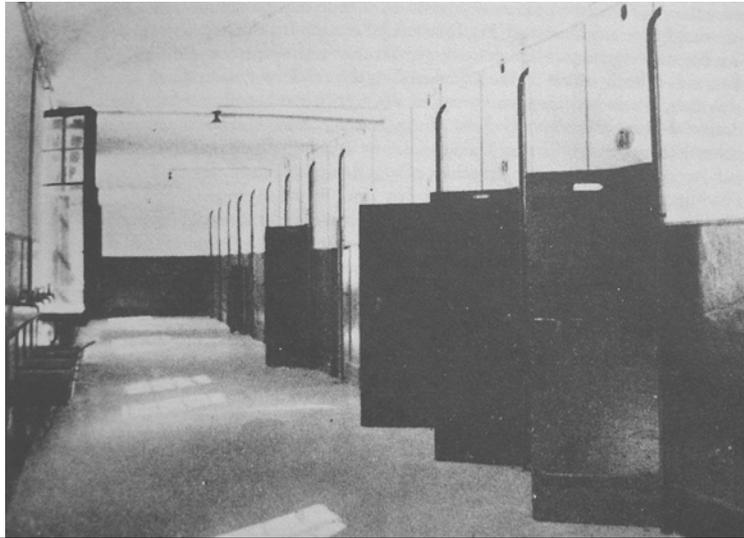
Entraînements des pensionnaires à Erlenhof, foyers de Bellechasse FR, 1948

Mesures de coercition à des fins d'assistance dans le domaine social étaient ordonnées en Suisse par **les autorités administratives**, sans arrêts, et ce jusqu'à la révision des lois concernées en **1981**. Cette révision fut une conséquence tardive de la ratification retardée de la CEDH de 1952 par la Suisse (1974). Il s'agissait de **justice administrative** sans partage de pouvoir, sans droit à la défense et sans procédure de recours indépendante.

Cette justice administrative a été surtout à l'origine de placements en **établissements de travaux forcés** et **maisons de redressement (internement administratif)**, mais aussi **d'internements psychiatriques** et **stérilisations forcées** (pratiquées en Suisse de 1890 jusqu'à env. 1970).

Les retraits d'enfants, interdictions de mariage et placements extrafamiliaux étaient des mesures de coercition et étaient exécutées sous surveillance policière.

Cellules de l'**établissement pénitentiaire pour hommes de Bellechasse**, canton de Fribourg. Suite à une tentative de fugue, un jeune homme de 16 ans, interné par décision administrative, a été incarcéré en 1948 dans une cellule de 4 personnes, aux côtés de 3 assassins, dont un ex-SS.



Travailleurs forcés et surveillant à Witzwil, BE, vers 1914



Extraction de tourbe



Surveillant et détenus à Witzwil 1917

Prison du centre pénitentiaire pour femmes de Hindelbank, canton de Berne. Jusqu'en 1981, des jeunes filles n'ayant commis aucun délit ont été soumises pendant de nombreuses années au régime de l'internement administratif dans le même bâtiment que des criminels dangereux. Les stigmates „d'ex-détenue“ n'ont cessé de la poursuivre tout au long de sa vie, alors qu'elle n'avait jamais été jugée. Les autorités avaient fait croire aux parents d'Ursula Müller-Biondi que leur fille fréquenterait un institut éducatif; les parents payèrent en toute bonne volonté les frais d'hébergement – jusqu'à leur première visite.





En haut: cellules de l'établissement pénitentiaire pour femmes de Bellechasse

En bas: en 2010, la Présidente de la Confédération Elisabeth Widmer-Schlumpf s'excuse auprès d'Ursula Müller-Biondi, ainsi que des autres femmes jadis internées par décision administrative au sein d'un établissement pénitentiaire.



Les meilleurs écrivains suisses: interdits, mis sous tutelle et psychiatisés

Robert Walser (1878-1956) Friedrich Glauser (1896-1938)



Nr 44 Anfang 14 Seiten.
 Donnerstag den 21. Februar 1918

Tagblatt der Stadt Zürich

Städtisches Amtsblatt.

Druckerei: Schönbach & Co. Zürich 1918

Abonnement- u. Inseratspreise:
 Das Tagblatt der Stadt Zürich kommt im Sommer halbjährlich heraus, im Winter vierteljährlich. Der Preis beträgt 1.00 Fr. pro Quartal, 3.00 Fr. pro Semester, 6.00 Fr. pro Jahr. Einmalige Inserate werden nach Vereinbarung angenommen.

Vormundschafts- und Armenwesen.

Entmündigung.

Der Bezirksrat Zürich hat mit Beschluss vom 7. Februar 1918 Friedrich Charles **Glauser**, geb. 1896, von Muri, Kt. Bern, stud. chem., wohnhaft gewesen in Zürich, z. Zeit unbekannt wo sich aufhaltend, im Sinne von Art. 370 Z. G. B. entmündigt.

Als Vormund wurde ernannt: Dr. Walter Schiller, Amtsvormund, Bahnhofstrasse 57c, Zürich 1. 54619

Waisenamt der Stadt Zürich:
 Der Sekretär: **Zwingli.**

Camisole de force

Souvent des mesures thérapeutiques relevant de la psychiatrie reposent également sur la contrainte et la violence: **bains forcés, chocs insuliniques et cardiaques, électrochocs, lobotomie.**



Cette femme a subi une stérilisation forcée dans les années 1920 en raison d'une soi-disant "infériorité génétique". Elle travailla des dizaines d'années comme force de travail gratuite au sein de cliniques psychiatriques.

En Suisse, un nombre de personnes (surtout des femmes) oscillant entre 1890 et un nombre à cinq chiffres non défini, ont été stérilisées sur la base de préceptes "eugéniques" resp. "d'hygiène raciale".

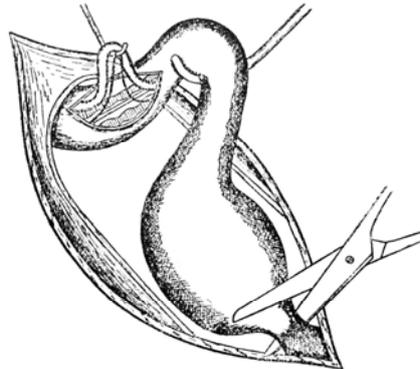


Abb. 4. *Kastration I.*

Der Samenstrang wurde freigelegt, nach unten verfolgt, der Hoden mit seinen Hüllen vorgezogen. Er erscheint im unteren Wundwinkel, mit der Haut des Hodensackes noch durch das Aufhängeband verbunden. Das Band wird mit der Schere durchtrennt. Der Samenstrang ist knapp unter dem Leistenring eröffnet. Der Samenleiter und der sensible Nervus spermaticus externus sind isoliert worden, sie liegen auf dem kleinen Häkchen und werden nun einfach durchgeschnitten. Der Gefäßstrang muß noch unterbunden werden.

L'apatride Sinto **Josef Anton R.**, né en 1905, fut séparé de sa famille à l'âge de 12 ans et castré en 1934 à Berne.

Photo vers 1970 à l'hospice de Kappel ZH, où il mourut en 1972 .



Les excuses du 11 avril 2013

Le 11 avril 2013, la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, ainsi que des représentants des cantons, communes, associations de foyers, de l'Union suisse des paysans et des églises nationales ont présenté leurs excuses aux ex-victimes de placement extrafamiliaux, d'internements par décision administrative et autres victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance telles que stérilisations et adoptions forcées.



Après avoir présenté ses excuses le 11 avril 2013, la Conseillère fédérale Simonetta Sommaruga s'est entretenue avec des victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance.



La première séance de la Table ronde paritaire pour les victimes de mesures de coercition à des fins d'assistance s'est tenue à Berne le 13 juin 2013. La Table ronde a présenté ses propositions dans un rapport le 1^{er} juillet 2014.



Guido Fluri a lui-même été un enfant placé. Il a racheté „son“ ancien foyer à Mümliswil SO pour en faire le premier mémorial national pour les enfants placés, inauguré le 1er juin 2013. Le 29 mars, l'**initiative populaire sur la réparation** (d'un montant de 500 millions de francs), ainsi qu'une étude scientifique des événements passés ont été lancés. Elles jouissent d'un vaste soutien politique et publique.

Dédommagement financier des souffrances des victimes

Le „dédommagement “ pour les Yéniches (entre 2 '000.- et 20 '000.- Fr. par personne) a été accepté. En 1999, des ex-pensionnaires du foyer pour enfants de St. Gall, dont le directeur avait été reconnu coupable d'abus sexuels en série et condamné, avaient accepté des dédommagement symboliques similaires. 2004, le Parlement refusa un dédommagement initial fixé à Frs 90 '000.- pourtant ramené à Frs 15'000.- pour les stérilisés de force. Certaines personnes concernées, surtout des ex-enfants placés de force en foyer, tentent à l'heure actuelle d'obtenir par voie judiciaire des dédommagements conséquents, s'élevant en partie à plusieurs millions. Quatre organisations de victimes de placements extrafamiliaux, ainsi que les représentants des personnes concernées à la Table ronde, exigent un dédommagement forfaitaire de Frs 120 '000.- par personne concernée. L'initiative sur la réparation requiert à ce titre un cadre financier de Frs 500 millions.

Etude scientifique

Ce n'est qu'en 1998, après un retard d'une dizaine d'années, que démarrait l'étude de l'action de la Pro Juventute à l'encontre des familles yéniches, financée par la Confédération. En 1999, l'ex-pensionnaire Louisa Buchard-Molténi initia de premières recherches relatives à l'histoire des foyers en Suisse romande. Dès 1999, les premiers projets d'étude de l'„eugénisme“ et de „l'hygiène raciale“ voyaient le jour, surtout dans le cadre de l'histoire de la psychiatrie suisse. En 2004, suite à un rassemblement public de quelque 250 anciens enfants placés, un projet du Fonds national fut lancé pour explorer leur histoire. Environ 250 interviews furent réalisées avec les personnes concernées. Entre 2010 et 2012, le canton et l'église catholique de Lucerne menèrent une étude de l'histoire locale des foyers. Le projet www.kinderheime-schweiz.ch de la Fondation Guido Fluri débuta en 2010. L'histoire du foyer du monastère de Fischingen TG fut étudiée. D'autres projets liés aux diverses régions et institutions sont en cours, ceux de plus grande envergure sont à l'heure actuelle en phase de lancement. (commission d'experts indépendante conform. à la loi sur la réhabilitation, programme de recherche national)

Il semble que la triste et sombre thématique de l'histoire des victimes de toute une batterie de mesures de coercition sociopolitiques sévères, motivées en partie par les idéologies usuelles de „l'hygiène raciale“, n'est plus évincée et a été portée à l'attention critique de l'opinion publique et de la recherche.

Il est important de tenir compte de ces thèmes dans les manuels scolaires et d'exposer les mécanismes de la démarche et les erreurs commises.

Une aide précieuse afin de pallier au danger, et en partie aussi à la réalité, à savoir que des mesures de coercition actuelles et futures appliquées dans le domaine social ont p.ex. un effet marginalisant, discriminatoire et destructeur en politique d'accueil des réfugiés.

Vortrag von Thomas Huonker an der Kokes-Tagung, Biel/Bienne,
2. September 2014 (Referat Nr. 4)

Fürsorge, Zwang und Sozialpolitik - sind "bad practices" aus der Vergangenheit heute "lessons learnt"?

Referent:

Dr. phil. I Thomas Huonker, *1954, Historiker, Dozent an der Gestalterischen Berufsmaturitätsschule Zürich, Leiter des Projekts "Kinderheime Schweiz - eine historische Aufarbeitung", Vertreter des Vereins Fremdplatziert am Runden Tisch, Autor und Herausgeber mehrerer Bücher, u.a.:

Fürsorge und Zwang: Fremdplatzierung von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz 1850-1980. Band 26 /2014 der Reihe Itinera, Beiheft zur Schweizerischen Zeitschrift für Geschichte. Herausgeber: Markus Furrer, Kevin Heiniger, Thomas Huonker, Sabine Jenzer, Anne-Françoise Praz. Basel 2014

800 Jahre Kloster Kappel - Abtei, Armenanstalt, Bildungshaus. Ko-Autor Peter Niederhäuser. Zürich 2008

Diagnose: "moralisch defekt". Kastration, Sterilisation und Rassenhygiene im Dienst der Schweizer Sozialpolitik und Psychiatrie 1890-1970. Zürich 2003

Roma, Sinti und Jenische. Schweizerische Zigeunerpolitik zur Zeit des Nationalsozialismus. Ko-Autorin Regula Ludi. Band 23 des Bergier-Berichts. Zürich 2001

Abstract

Die Bevormundung (früher: Bevogtung) verwaister Kinder, Witwen, Findelkinder und unehelicher Mütter ist eine alte Rechtstradition, die von der Absicht her auf deren Schutz als sozial Schwache gegenüber Stärkeren abzielt, denen sie ohne Beistand wehrlos ausgeliefert wären respektive sind. Die heutige Bezeichnung Kinder- und Erwachsenenschutz verweist darauf. Es gilt, die Rechte und das Wohl der Unterstützten zu wahren, um sie vor Missbrauch, Ausbeutung und Beraubung zu schützen. Dieses Ziel wurde in der rechtlichen Umsetzung oft nicht erreicht, nur teilweise erreicht oder gänzlich missachtet. Letzteres insbesondere dann, wenn Waisenvogt, Vormund oder sonst zuständige Behörden, Pflege- und Aufsichtspersonen faktisch andere Ziele verfolgten, welche dem deklarierten Rechtsziel zuwiderliefen. Dies waren beispielsweise persönliche Interessen (Bereicherung, Karriere, sexuelle Ausbeutung, optimierte und standardisierte Arbeitsabläufe, Aktenführung zur eigenen Rechtfertigung, eigene Forschungsinteressen, z.B. betreffend Medikamentenversuche); Unterordnung unter finanzpolitische Interessen, z.B. Tiefhaltung der Kosten für die Fürsorge; Orientierung an gesellschaftlichen Normen, welche negative Wertungen und Ausgrenzung von Diversität implizierten; "rassenhygienische" und andere rassistische Wertungen; Klassendenken (Bevorzugung, höhere Wertschätzung und Privilegierung von Personen aus den Oberklassen, Zuordnung schlechter entlohnter Ausbildungs- und Arbeitsformen an Personen der Unterklassen); moralische und/oder religiöse Verdammung vorehelicher oder homosexueller Sexualität.

Beispiele von historisch belegten "bad practices" dieser Art werden dargelegt (Verdingkinder, Missstände in Heimen und Anstalten, administrative Versorgung, Zwangsbehandlung, Zwangssterilisation, Zwangsabtreibung, Zwangsadoption, Kindswegnahmen, traumatisierende Fremdplatzierungen, Isolation einzelner Familienmitglieder, z.B. Geschwister, Verfolgungen ethnischer Minderheiten unter dem Mantel der Fürsorge). Den Abschluss des Referats bilden Hinweise auf Wandel und Kontinuitäten im Sozialbereich sowie auf Fragen, die aktuell der gesellschaftlichen Diskussion bedürfen.

Vortrag

Einleitung

Sie alle in diesem Saal wissen so gut wie ich, dass es kein Patentrezept für Erziehung und Fürsorge gibt, so wenig wie für den perfekten Menschen, sei er oder sie nun Politikerin, Beamter, Fürsorgeempfängerin, Banker, Wissenschaftlerin oder Rentner.

Es wird also auch im Fürsorgebereich immer Ärger, Probleme und Fehler geben. Dennoch ist es sinnvoll und auch gewisse Erfolge verheissend, immer wieder den Versuch zu machen, aus Fehlern zu lernen, Problemlagen zu analysieren und den Ärger in Relation zu setzen zu Schlimmerem, das passieren könnte, und zu Positivem, das geleistet und erreicht wird.

Mein Part als Wissenschaftler ist es in diesem Bereich, Problemlagen zu analysieren.

Der erste Teil meines Vortrags thematisiert einige strukturelle Problemen des Sozialbereichs.

Im zweiten Teil werde ich 3 Teilprobleme respektive 3 spezifische bad practices von Sozialfürsorge ansprechen.

Im dritten und letzten Teil des Vortrags werde ich schliesslich, zur Vertiefung und Illustration der Analyse, anhand von Folien mit Bildern einen historischen Überblick über mehrere Aspekte und konkrete historische Situationen der schweizerischen Fürsorgepolitik geben. Dies mit Schwergewicht auf bad practices, die heute intensiv historisch aufgearbeitet werden.

Ich nutze die Gelegenheit und formuliere einige Ziele und Zwecke historischer Aufarbeitung, die mir wichtig sind. Historische Aufarbeitung sollte meines Erachtens mit folgenden Absichten, Haltungen und Handlungen verbunden sein:

1. dass die aufzuarbeitenden Phänomene endgültig der Vergangenheit angehören sollen, aber nicht Sinne eines so genannten "Schlussstrichs" oder eines "Rechts auf Vergessen", sondern im Gegenteil:

2. dass sie nicht vergessen gehen und nicht tabuisiert werden

3. dass sie entschädigt und nicht nur entschuldigt werden

4. dass ihre erinnerte Präsenz als Warnlichtsystem in aktuellen Problemlagen genutzt wird und

5. dass dabei betont und belegt wird: Auch eine von den jeweils bestens ausgewiesenen Experten, Rechtsgelehrten und Praktikern in einem liberalen und sozialen demokratischen Rechtsstaat ausgearbeitete und betriebene Fürsorge, wie wir sie in der Schweiz hatten und haben, ist nicht davor gefeit, zum Ort und Vehikel schwerwiegender Verletzungen von Menschen- und Grundrechten zu werden.

Zu Punkt 5 ist beizufügen, dass dies bekanntlich trotz deklarierten und sicher oft auch ehrlich angestrebten besten Absichten der Akteure der Fall war und sein kann. Dies festgestellt, soll aber nicht blind davon ausgegangen werden, dass es nicht auch im Personal, im untergeordneten wie im leitenden, der Fürsorge, Täter gab und gibt, welche aus eigennützigen, teilweise finsternen Motivationen heraus handelten, die klarem Widerspruch zu den deklarierten wohlmeinenden

Absichten und Vorgaben standen und stehen. So wie es Sozialmissbrauch durch Fürsorgebezüger gibt und gab, gab und gibt es auch Sozialmissbrauch durch Fürsorgepersonal, und zwar vor allem in Form von Machtmissbrauch.

Teil 1 Menschenrechte und Sozialpolitik

Die Menschen- und Grundrechte zielen auf ein Leben in Würde und Wohlergehen für alle Menschen; sie gebieten Gleichheit respektive Nicht-Diskriminierung.

Die Menschenrechte stehen seit ihrer Ausarbeitung und ihren ersten Deklarationen im 18. Jahrhundert im Widerspruch und in stets aktuellem gesellschaftlichem Konflikt zu sozialen Strukturen, welche Privilegien generieren und zementieren, oder Ungleichheiten ermöglichen durch Besitz- und Einkommensunterschiede, aber auch durch Bildungsgefälle, Diskriminierung und Ausgrenzung.

Die Menschenrechte stammen aus einer noch weit älteren Tradition, die ursprünglich vor allem religiös fundiert war, und welche Stämme, Staaten und sonstige menschlichen Gemeinwesen auf den Schutz der Schwachen verpflichtet. Die Schwachen werden in diesen alten Traditionen oft durch den Ausdruck "Witwen und Waisen" exemplarisch personifiziert.

Diese Traditionslinie stand und steht jener anderen entgegen, welche die Starken, Mächtigen, Führenden etc. bewundert, rühmt, lobt und ihnen Sonderrechte, Glanz und eine Aura des Höheren zuspricht.

Ebenso steht sie jenen Auffassungen und Haltungen entgegen, welche die Schwachen und die Schwachheit ausmerzen und beseitigen wollen, vor der Geburt, nach der Geburt oder in Notsituationen, bei Krankheit und Altersschwäche. Zum Wirken solcher Lehren gerade auch in der Schweiz, die mit Stichworten wie "Eugenik" oder "Rassenhygiene" verknüpft sind, werde ich mich im zweiten und dritten Teil noch spezifisch äussern.

Sylvia Staub-Bernasconi, und vor ihr, mit ihr und nach ihr auch weitere Theoretikerinnen des Sozialstaats, der Fürsorge und der Sozialarbeit, haben sich seit den 1980er Jahren bemüht, die Sozialarbeit und das Fürsorgewesen, im Angesicht dieser widersprüchlichen Grundhaltungen und Konfliktlinien, klar, eindeutig und unverbrüchlich an den allgemeinen und gleichen Menschen- und Sozialrechten anzubinden, sich grundlegend an diesen zu orientieren und die Menschenrechte als Massstäbe von Bilanz, Kritik und Effizienz eigenen und fremden Wirkens im Sozialbereich zu setzen.

Eine Zusammenfassung dieser Sichtweise gibt beispielsweise das Buch mit dem Titel "Menschenrechtsorientiert wahrnehmen - beurteilen - handeln" und mit dem Untertitel "Ein Lese- und Arbeitsbuch für Studierende, Lehrende und Professionelle der Sozialen Arbeit", herausgegeben von Hans Walz, Irmgard Teske und Edi Martin, Berlin 2012, das ich herzlich zur Lektüre empfehle.

Im Vorwort zu diesem Buch schreibt Sylvia Staub-Bernasconi unter anderem:

"Wer das Thema 'Menschenrechte und Soziale Arbeit' in einschlägigen Kreisen aufbringt, wird die Erfahrung machen, dass viele Juristinnen/Juristen und Ausbilder/Ausbildnerinnen der Meinung sind, dass die Verfassung [der jeweiligen Staaten] die Berücksichtigung und Umsetzung von Menschenrechten hinreichend garantiert." (S.26)

Ein jüngst hervorgetretener Exponent dieser Ansicht ist der Zürcher Universitätsprofessor für Wirtschafts- und Privatrecht Hans-Ueli Vogt, geistiger Urheber einer geplanten SVP-Initiative zum Ausstieg der Schweiz aus jenen internationalen menschenrechtlichen Abkommen, die sie in den letzten Jahrzehnten, oft mit langer Verzögerung gegenüber anderen Staaten, endlich unterzeichnete.

Dass auch Verfassungen demokratischer Rechtsstaaten zur Durchsetzung und Garantie der Grund- und Menschenrechte im Sozialbereich nicht ausreichen, zeigen die Menschenrechtsverletzungen im Sozialwesen diverser demokratischer Rechtsstaaten, und gerade auch in der Schweiz, betreffend Umgang mit Minderheiten, im Heim- und Anstaltswesen, im Bereich Vormundschaft und im Feld von deren Eingriffen in die persönliche Freiheit, in die Rechte der Familie, ja sogar in die körperliche Integrität von Fürsorgeopfern, die seit dem Ende der 1990er Jahre, beginnend in Kanada, Australien und Irland, breiter thematisiert worden sind.

Es sind diese Menschenrechtsverletzungen, durchlitten allein in der Schweiz von Hunderttausenden, also nicht in wenigen Einzelfällen, welche Exponentinnen menschenrechtlich orientierter Sozialpolitik entschieden und klar für die Unterordnung der nationalen Regelungen unter völker- und staatsrechtlich verbindliche internationale Regelungen eintreten lässt.

Auch Silvia Staub-Bernasconi besteht deswegen auf dem bewussten und ausdrücklichen Einbezug internationaler Dokumente und Abkommen zu Menschen- und Sozialrechten auf europäischer und universaler Ebene in die Reflexion und Praxis der konkreten Ausgestaltung sozialstaatlicher Regelungen.

Sie schreibt: "Die Einführung der Menschenrechtsidee in die Soziale Arbeit ermöglicht die Rethematisierung des Leidens von Menschen an der Struktur und Kultur eines lokalen Gemeinwesens, einer nationalen Gesellschaft und ihrer (Sozial)Gesetzgebung oder/und der Weltgesellschaft." (S.19)

Dies steht selbstverständlich im Zusammenhang mit der konkreten Möglichkeit der Beschwerde auch im sozialstaatlichen Bereich an den Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte in Strassburg auf der Grundlage der von der Schweiz erst spät, 1974, ratifizierten Europäischen Menschenrechtskonvention sowie mit der 2008 von der UNO weltweit geforderten Möglichkeit der Beschwerde hinsichtlich wirtschaftlicher, sozialer und kultureller Rechte im Rahmen der UNO-Prozederes zur Überwachung der UNO-Menschenrechtsdeklarationen, an welchen die Schweiz allerdings erst seit 2002 teilnimmt.

Behördliches (und wirtschaftliches) Handeln in der Schweiz unterliegt dadurch nicht nur der Kontrolle des nationalen Rechtssystems, sondern auch eines internationalen Beurteilungssystems von Menschenrechtsgremien im Zusammenwirken mit internationalen und nationalen Non-Government-Organisationen (NGOs). Im hier thematisierten Bereich ist das etwa der UNO-Ausschuss

für die Rechte des Kindes, dem die Überwachung der Konvention über die Rechte des Kindes von 1989, von der Schweiz 1997 ratifiziert, wie auch deren Fakultativprotokolle von 2000 übertragen ist und der meist in Genf tagt. Grundlegende Dokumente zur Kinderkonvention sind das UNO-Manual "Human Rights an Social Work", das im Zusammenhang mit der UNO-Menschenrechtskonferenz 1993 in Wien entstand, und weiter die Schrift der International Federation of Social Workers "Social Work and the Rights of the Child - a Professional Training Training Manual on the UN Convention", Bern 2002.

Silvia Bernasconi-Staub weiss selbstverständlich ebensogut wie Sie und ich, dass im aktuellen Diskurs der Sozialpolitik auch Vertreter und Argumentationen anderer Linien als der Menschenrechtsorientierung agieren. Es sind dies hauptsächlich jene Auffassungen, welche dem Markt respektive dessen neoliberal definierten Vorgaben anstelle der Menschenrechte die legitimatorische Oberhoheit weltweit und auch im Sozialbereich zuweisen wollen.

Dazu sagt sie: "Im Rahmen dieses Weltverständnisses [...] ist die Weltgesellschaft ein riesiger Markt mit anreizgetriebenen, selbstbestimmten, nutzenorientierten Anbietern und Kunden mit einem variablen Anteil Ausgeschiedener, auf dem Markt nicht mehr Verwertbarer. [...] Sie sind deshalb Jung-, Alt-, Behinderten-, Krankenlasten, kurz: Sozillasten." (S.17)

Ich füge bei: Der Ausdruck "Sozillasten" hat eine unheimliche Nähe zur Bezeichnung Behinderter und Kranker als "soziale Ballastexistenzen". Diese Terminologie ging in Nazideutschland mit deren Beseitigung durch Massenmord einher. Das darf nicht unerwähnt bleiben.

Silvia Bernasconi-Staub weist auf andere sprachliche Nuancen der neoliberalen Terminologie im Sozialbereich hin. Diese Terminologie bezeichnet die Befürsorgten oft als Kunden, und zwar "als Kunden, die einen markttheoretisch inspierten Vertrag einzugehen haben, der soziale Probleme und die damit verbundenen Nöte und Unrechtserfahrungen als Defizitorientierung denunziert und ein Machtgleichgewicht zwischen den Dienstleistungsanbietern des Sozialwesens und ihrer Kundinnen/Kunden suggeriert." (S.17)

Im Gegensatz zu sonstigen Marktbeziehungen sind aber im Sozialbereich die Kunden keineswegs Könige. Allzu oft wird ihnen nicht einmal ein gleichwertiger Status, ein Aushandeln der Anwendung sozialstaatlicher Regelungen in gegenseitigem Respekt und auf Augenhöhe, zugestanden, nicht zuletzt, weil sie kaum je in der Lage sind, Rechtsanwälte und medizinische oder andere Experten sowie Fach- und Hilfspersonal zur Darlegung und Durchsetzung ihrer Anliegen und Grundrechte im gleichen Mass beanspruchen und finanzieren zu können wie die Behördenseite, sofern diese nicht gleich selber aus juristisch Gebildeten besteht. Zu diesem Machtgefälle verweist Silvia Staub-Bernasconi auf ökonomische Ungleichheiten, die zum liberalen Marktmodell gehören:

"Die [...] unkritisch übernommene Zauberformel 'Fordern und fördern' hat den Blick dafür getrübt, dass es in den oberen Etagen [...] Einkommen ohne jede Leistung gibt, dieweil von der Unterschicht - working poor oder Sozialhilfeklientel - Leistung ohne garantiertes, existenzsicherndes Einkommen abverlangt wird." (S. 30)

Eine weitere Feststellung von Silvia Staub-Bernasconi ist, dass ein grosser Teil der Befürsorgten Angehörige vulnerabler, d.h. verletzbarer Menschengruppen

sind, und dass für diese spezifische internationale Menschenrechtsschutzabkommen bestehen. Sie schreibt:

"Diese verletzbaren Individuen und Gruppen stimmen nicht nur mehrheitlich mit den Adressatinnen/Adressaten der Sozialen Arbeit überein, nämlich Armen/Erwerbslosen, Wohnungslosen, (Verding)Kindern/Jugendlichen, Frauen, Wanderarbeitern/Migrantinnen und Migranten, ethnischen, religiösen, sexuellen Minderheiten, Menschen mit Behinderung, Gewalt-/Vergewaltigungsopfern, Opfern des Frauen- und Kinderhandels, politisch Verfolgten und Gefolterten, sondern sie wurden auch zum Anlass von UNO-Spezialdokumenten (Konventionen und Fakultativprotokollen) zu ihrem Schutz." (S.19)

Das Konzept der verletzlichen Menschengruppen erarbeitete Gerhart Saenger. Die Definition vulnerabler Gruppen stammt aus seinem 1953 publizierten Klassiker "Social Psychology of Prejudice: Achieving Intercultural Understanding and Cooperation in a Democracy" (Harper, New York). Selbstverständlich sind diese und andere Menschengruppen in undemokratischen Staaten vielfach noch verletzlicher als in Demokratien, aber der wunde Punkt, auf den Saenger den Finger legte, war und ist eben, dass auch in demokratischen Rechtsstaaten, ungeachtet des Bezugs ihrer Verfassungen auf die allgemeinen Menschenrechte, Menschengruppen leben, die leichter verletzbar und angreifbar sind als andere. Gerhart Saenger, geprägt von seinem eigenen Schicksal als jüdischer Flüchtling aus Nazideutschland, aber auch als Analytiker der Lage der Afroamerikaner oder der Indigenen in den USA, ging in seiner oft zitierten Definition vulnerabler Gruppen nicht von irgendwelchen essentialistischen Zuschreibungen betreffend angebliche Eigenschaften diskriminierter und ausgegrenzter Menschengruppen aus. Vielmehr zeigte er auf die Haltungen und sozialen Mechanismen, welche die besondere Verletzlichkeit sozialer Gruppen produzieren und verstärken. Er schrieb - ich zitiere Saenger nach Staub-Bernasconi, S.19,¹ und in deren Übersetzung - :

"Vulnerable Groups zeichnen sich dadurch aus, dass sie sich besonders gut als Sündenbock für erfahrene oder befürchtete strukturelle Bedrohung (z. B. sozialen Abstieg aufgrund von Erwerbslosigkeit) eignen. Sie müssen zudem als so machtlos oder schwach betrachtet werden, dass man nicht befürchten muss, dass sie sich im Fall eines Angriffs, einer Ungerechtigkeit, einer Menschenrechtsverletzung wehren, protestieren oder gar zurückschlagen. Und schliesslich müssen zentrale gesellschaftliche Instanzen, vor alle solche der Politik, des Staates und der Medien, vorhanden sein, die öffentliche Entwertungs- und Stigmatisierungsprozesse nicht verhindern, kulturell billigen oder gar legitimieren und stützen."

Besonders verletzlich sind solche Gruppen also deshalb, weil sie weder genug eigene Macht noch sicheren Schutz haben und gleichzeitig Vorurteilen und Diffamierungen ausgesetzt sind.

¹ Staub-Bernasconi wiederum zitiert aus Saengers Klassiker via folgende Publikationen: Blumenfeld, Warren J. / Raymond, Diane (2000): Prejudice and Discrimination, in: Adams, Maurianne / Blumenfeld, Warren J. / Castaneda, Rosie et al. (2000): Readings for Diversity and Social Justice. An Anthology on Racism, Antisemitism, Sexism, Heterosexism, Ableism, and Classism, Routledge, London, Fn 9:21-30, Zitat S. 24

Die Frage, was die bad practices früherer vormundschaftlicher Massnahmen waren, und was auch heutige bad practices im Sozialbereich sind oder wären, lässt sich im Prinzip so zusammenfassen: Angehörige vulnerabler Gruppen im Sinn Saengers wurden oder werden nicht gestärkt und ermutigt, oder empowered, um es auf englisch zu sagen, indem die soziale Stellung dieser Gruppen verbessert wird, oder dass wenigstens versucht wird, in der Fürsorgearbeit auf diese Problematik hinzuweisen und auf solche Verbesserungen der Gruppensituation hinzuwirken. Vielmehr trugen oder tragen gerade auch bad practices der Fürsorge dazu bei, den sozialen Status der Mitglieder solcher Gruppen weiter zu schwächen, solche Gruppen als "schlechtes Milieu", "ungutes Umfeld" etc. zusätzlich zu diffamieren und die Folgen der schlechten sozialen Stellung solcher Gruppen auf ihre einzelnen Mitglieder als deren individuelle Defizite, Fehler und Böswilligkeit, beispielsweise als "Simulanten- und Schmarotzertum", zu interpretieren, oder die Angehörigen solcher Gruppen in xenophober oder rassistischer Optik als "fremd", "primitiv" oder als "erblich minderwertig" aufzufassen, darzustellen und abzuwerten, statt ihre Diversität zu respektieren und ihre spezifische soziale Problematik im Licht der Menschenrechte nüchtern zu analysieren und entsprechend zu handeln.

Teil 2 Drei Problemkreise

2a) Aktenführung, Transparenz und Öffentlichkeitsprinzip

Als Historiker bin ich froh um ausführliche Aktenbestände, insbesondere um solche Dokumente, die der Öffentlichkeit vorher verborgen blieben und bei ihrer Rethematisierung breite Diskussionen auslösen. Als Mensch, der viele Dramen um solche Akten begleitet hat, und im Hinblick auf Formen der Fürsorge, die der soeben skizzierten Grundhaltung entsprechen, halte ich die Produktion solcher skandalträchtiger Geheimakten allerdings nicht für sinnvoll. Selbstverständlich ist eine Abwicklung von Handlungen, in denen es um Geld, um verbindliche Abmachungen, um das Wohl vieler Menschen geht, ohne schriftliche Belege nur in sehr traditionellen Kulturen möglich, wo das Wort und der Handschlag gelten. In unserer schriftgeprägten Kultur braucht es Belege. Allerdings sollten diese, so mein Vorschlag, einer kommunikativen Transparenz nicht nur innerhalb des Fürsorgeapparats dienen, sondern auch gegenüber den Befürsorgten. Soweit ich weiss, ist dieses Prinzip des Rechts auf Einsicht in alle Akten, die mit der eigenen Person zu tun haben, heute weitgehend umgesetzt. Allerdings braucht es manchenorts noch die Nachfrage, teilweise sogar durch Rechtsanwälte, bis es so weit ist, und in vielen Fällen, wo der Wunsch nach Akteneinsicht ältere, früher nicht einsehbare Akten betrifft, kommt die Rückmeldung, man finde diese Akten nicht mehr, oder sie seien vernichtet worden. Aber im aktuellen Fürsorgewesen, insbesondere auch im Kinder- und Erwachsenenschutz, scheint der Grundsatz zu herrschen, dass keine Akten produziert werden, die den Befürsorgten nicht zugänglich sind. Bitte korrigieren Sie mich, wenn dies doch nicht der Fall sein sollte. Ich persönlich sehe in einer solchen transparenten Regelung nur Vorteile, ausser vielleicht für spätere Historiker. Diesen ist allerdings auch mit informativen Akten gedient, welche den Betroffenen immer schon zugänglich waren. Dass bei der Akteneinsicht durch Drittpersonen, eben z.B. durch Historiker, der

Datenschutz durch Anonymisierung im Fall allfälliger Veröffentlichungen etc. gemäss üblichen Regelungen gewährleistet sein muss, ist von mir aus ebenfalls selbstverständlich.

Eine solche transparente Regelung wird zwar die Austragung von Konflikten, das Aushandeln von Regelungen vor dem Hintergrund gegensätzlicher Interessen nicht ersparen, aber diese Austragung erfolgt dann eben transparent und nachvollziehbar. Werden Geheimakten geführt, kann dies zur Verfestigung von Stigmatisierungen, schriftlicher Fixierung falscher Verdächtigungen, und vor allem zu einem verachtungsvollen und abwertenden Ton in diesen Akten führen, der nur schädlich ist. Ich sage dies aus der Lektüre von Tausenden von Seiten solcher Akten heraus, viele Zitate, die das belegen, finden Sie in meinen Publikationen. Instruktiv zu diesem Themenkreis ist auch das Buch "Von Menschen und Akten" über die Aktion Kinder der Landstrasse der Stiftung Pro Juventute, das Sara Galle und Thomas Meier veröffentlichten (Zürich, 2009).

Zum Abschluss dieser Thematik noch dies: Sowohl im Hinblick auf diese Transparenz, als auch im Hinblick auf die Arbeit späterer Historiker ist die Aktenführung und Aktensicherung per Computer ein riesiges Problem, das mir noch nicht gelöst zu sein scheint. Denn es stellen sich Fragen dieser Art: Wie werden diese Vermerke den anderen Beteiligten zugänglich und transparent gemacht? Wie werden sie langfristig gesichert?

2b) Zwangsmassnahmen gegen Familien und Eingriffe ins Sexualleben und die Reproduktionsrechte

Dies ist auch aktuell ein sehr heikles Feld, ich erwähne die Themen pränatale Diagnostik, Samen- oder Eispende, Leihmutterchaft, Adoption. Ich beschränke mich auf einige wenige Hinweise zu früheren solchen Eingriffen in der Schweiz vor allem in den ersten zwei Dritteln des 20. Jahrhunderts als Hinweise auf bad practices.

Die Schweiz war in Europa, im Nachgang zu den USA, das erste Land, welches den Fürsorgebereich, insbesondere das Vormundschaftswesen und die fürsorgerischen Zwangsmassnahmen, mit biologistischen Theorien und chirurgischen Eingriffen verband, und zwar aufgrund von rassistischen Ideologemen, wie sie dann in Nazideutschland in noch verschärfter und zugespitzter Form zur Staatsräson erhoben wurden. Die ersten Kastrationen und Sterilisationen dieser Art begannen in der Schweiz um 1890 und dauerten bis in die 1970er Jahre an, im Bereich geistig Behinderter auch länger. Sie betrafen grösstenteils vulnerable Gruppen, insbesondere fällt im internationalen Vergleich auf, dass in der Schweiz aus angeblich "eugenischen" oder "rassenhygienischen" Gründen ungleich mehr Frauen als Männer zwangssterilisiert wurden, was sicher mit der sozial und politisch benachteiligten Situation der Frauen in diesem Zeitraum zusammenhängt. Bekanntlich ist 2004 ein Gesetz zur Entschädigung der Zwangssterilisierten vom Parlament abgelehnt worden, wogegen ein Gesetz zur Legalisierung von Zwangssterilisationen in bestimmten Fällen, nämlich bei Einwilligungsunfähigen, und nach einem bestimmten Prozedere, erlassen wurde. Es würde mich sehr interessieren, wie dieses Gesetz und wie allgemein Massnahmen der Geburten-

verhütung im Fürsorgebereich, insbesondere bei Behinderten, zur Zeit gehandhabt werden.

Wichtig ist auch die Frage der Familientrennungen und Familienauflösungen.

Es ist rückblickend klar, dass der sehr spät erfolgte Ausbau finanzieller Fürsorgeleistungen auch an Alleinerziehende in der Schweiz die Zahl der Verding- und Heimkinder stark erhöhte. Das gilt auch für die Zahl der Einweisungen unehelicher Mütter in Anstalten, teilweise, auf dem Weg der administrativen Versorgung, direkt in Strafanstalten, ohne Delikt oder Gerichtsverfahren, sowie für die Zahl der Zwangsadoptionen, die oft mit solchen Einweisungen oder deren Androhung im Zusammenhang standen.

Ich gehe davon aus, dass auch hier ein Umdenken erfolgte. Erste Wahl sollte heute die finanzielle Unterstützung der Befürsorgten sein, eventuell verbunden mit Familienassistenz und ambulanter Familienhilfe, und wenn die zweite Wahl, die Fremdplatzierung der Kinder, greifen muss, sollten diese keinesfalls auseinandergerissen und einander sowie von den Eltern entfremdet werden. War es früher sehr häufig, wenn nicht die Norm, Geschwister separat und isoliert von einander zu platzieren, sei es als Verding- respektive Pflegekinder oder als Heimkinder, und oft in sehr weiter Entfernung von den leiblichen Eltern, so hoffe ich sehr, dass inzwischen das Umgekehrte die Norm ist, ausser natürlich in Fällen, wo z.B. sexueller Missbrauch seitens Verwandter verhindert werden muss.

Allerdings ist mir ein aktueller Fall bekannt, er ist unterdessen auch von der Presse thematisiert worden, wo die gemeinsame Platzierung von 3 Geschwistern an einem Ort daran scheitert, dass eine Institution wohl die 2 jüngeren Geschwister aufnahm, nicht aber den ältesten Bruder, und dass die zuständige Kindesschutzbehörde die von der Mutter gewünschte gemeinsame Platzierung aller drei Geschwister in einem Heim in der Nähe ihres Wohnorts, wo auch der Kontakt zur Mutter als Bereicherung, nicht als Störung empfunden wird, ablehnt und verhindert.

Die Probleme, die aus den extremen Familienauseinanderreissungen früherer Zeiten entstanden, nämlich Kinder, die ihre Eltern erst als Erwachsene oder gar nie kennenlernten, Geschwister, die sich erst im AHV-Alter wieder fanden, habe ich im Kontakt mit vielen Betroffenen erlebt. Sie waren sehr schmerzlich und verstärkten das Elend, aus dem diese so zerstörten Familien angeblich hätten erlöst werden sollen.

Aber auch ein Fall wie der soeben geschilderte sollte anders ablaufen. Es sei allerdings, wird gesagt, gar nicht leicht, grössere Geschwisterscharen in der gleichen Institution zu platzieren, weil selten 3 oder 4 Plätze aufs Mal frei seien, aufgrund der Tendenz, die Heime einfach nach ihrer Platzzahl aufzufüllen, ohne Rücksicht auf Geschwisterbindung, aber in Hinsicht auf Vollausslastung. Das halte ich für eine üble Tendenz.

2c) Armutspolitik, finanzielle Argumentationen und Marktalogien

Es wäre zu kurz gegriffen, wenn man nur sagen würde, das Hauptproblem sei die finanzielle Kurzhaltung des Sozialbereichs in den gesellschaftlichen und staatlichen Finanzströmen. Dies obwohl es als Grundaussage zutrifft. Ich befürworte ganz klar einen gut ausgebauten und gut finanzierten Sozialbereich, ich halte Steuergelder für diesen Bereich im Prinzip für gut angelegtes Geld, sicher für besser angelegt als beispielsweise Steuergelder für Rüstungsausgaben, oder für riskante und bezüglich Entsorgung unberechenbar teure Technologien wie Atomkraftwerke. Der Sozialbereich sollte meiner Meinung nach keinesfalls gegenüber Bereichen wie Infrastruktur, Bildung, Sport oder Kultur als zweitrangig, im Idealfall eigentlich überflüssig, lästig oder eben: als Soziallast, aufgefasst und dargestellt werden. Ich bin also ganz klar gegen reflexartige Sparattacken auf den Sozialbereich, sobald die Budgets knapp werden.

Aber es gibt innerhalb des Sozialbereichs mehrere Finanzströme, die auseinander gehalten werden müssen. Da sind zum einen die effektiven finanziellen Transferleistungen an Bedürftige, sozial Schwache, Behinderte, Alte, Süchtige, Erwerbslose, Flüchtlinge, sans papiers etc. Hier wird am liebsten gespart, hier wurde schon früher am liebsten gespart, aber gerade hier sollte meines Erachtens am wenigsten gespart werden. Die Ansätze für AHV-, IV-, Sozialhilfebezüger, für Bewohner von Notwohnungen und Obdachlosenasylen usw. sind keineswegs überrissen, im Gegenteil, sie sind teilweise beschämend tief im zweitreichsten Land Europas. Dieser Sparwille ist derselbe, der früher dazu führte, dass hart arbeitende Verdingkinder in Scheunen gehalten wurden und Schweinefutter stehlen mussten, um satt zu werden, dass ebenfalls hart arbeitende Kinder und Jugendliche in Heimen und Anstalten bei schmaler Kost, schlechter Kleidung und in unwürdigen Unterkünften ohne Privatsphäre gehalten wurden. Wenn dieser neu-alte Sparwille zudem noch dazu dienen soll, den Steuersatz für Höchstverdienende tief zu halten, so ist das einfach unsolidarisch, herzlos und habgierig.

Dies zu den Geldern, welche Befürsorgten überwiesen oder ausbezahlt werden, oder durch welche deren direkte Lebensbedürfnisse wie Wohnung, Essen, Kleidung gedeckt werden.

Nun gibt es jedoch im Sozialbereich und insbesondere auch im Bereich Kinder- und Erwachsenenschutz auch andere Finanzströme. Es sind dies die Löhne, Honorare oder sonstigen Entgelte für Behördemitglieder, administratives Personal dieser Behörden, auswärtige Expertinnen und Experten, welche Expertisen und Gutachten verfassen, Leiter von Heimen und anderen Institutionen, Pflegeeltern, Coaches, Berufsberater, für Büros und Gebäulichkeiten usw. Ich weiss nicht, ob es eine umfassende Statistik für die ganze Schweiz oder einzelne Kantone gibt, welche diese Finanzströme innerhalb des Sozialbereichs auseinanderhält und getrennt ausweist. Wo dies gemacht werden kann, zeigt es sich, dass dieser Bereich der Ausgaben respektive Einnahmen im Sozialbereich ein grosser und wachsender Teil ist. An diesem Bereich kann meines Erachtens durchaus gespart werden. Aber auch hier bitte mit Mass. Die Arbeit im Sozialbereich gehört zu den anspruchsvollsten und verantwortungsvollsten Berufen und Tätigkeiten. Sie sollte auch entsprechend entlohnt werden, soweit sie nötig ist.

Sehr gross ist aber die Gefahr, dass, ähnlich wie unter den Krankenversicherungen die Jagd auf "gute Risiken", Heime und Institutionen, getrieben von der Optimierung ihres Budgets, Kinder, die fremdplatziert werden, oder Erwachsene, die in Institutionen leben müssen, als reine Einkommensquellen, verbunden mit mehr oder weniger Aufwand, sehen und entsprechend handeln und kalkulieren, in Konkurrenz um Sozialgelder und im Stil einer scheinhaften Marktlogik. Denn offen von einem Kindermarkt wird ja in diesem Zusammenhang richtigerweise nicht ausgegangen. Es handelt sich um einen Verteilungskampf innerhalb des Sozialbereichs und um Gelder sozialer Einrichtungen.

Die Initiative für ein bedingungsloses Grundeinkommen ist ein radikaler Vorschlag, mittels Giesskannenprinzip und ohne Begutachtung und Spezialmassnahmen von Spezialbehörden und -institutionen einen Grundstock finanzieller Direkttransfers in der Höhe der materiellen Grundbedürfnisse aus diversen neuen Steuerquellen nicht nur für sozial schwache, sondern schlicht für alle Bewohner der Schweiz sicherzustellen. Dies in der Absicht, Existenzängste um den Brotkorb, die für unsere Gesellschaftsform so prägend sind, sowie einen Teil der Sozialbürokratie abzuschaffen. Sie vermuten richtig, wenn Sie davon ausgehen, dass ich dieser Initiative zustimmen werde.

Es ist mir bewusst, dass der Ausdruck Sozialbürokratie als abwertend empfunden werden kann. Allerdings ist er sachlich zutreffend. Dies im Gegensatz zur unsinnigen Wortschöpfung "Sozialindustrie", die ich für ein Unwort, ja für Sozialhetze halte, ebenso wie die Begrifflichkeiten von den "Soziallasten" und den "Sozialschmarotzern", die ich bereits erwähnte.

Besonders zynisch ist es, wenn eine stets auf gut bezahlten Posten arbeitende, mit einem der reichsten Männer der Schweiz liierte Journalistin solchen Begrifflichkeiten in ihrem Medium Raum und Akzeptanz gibt. Ich beziehe mich hier auf den Sonntagsblick vom 31. August 2014.

Allerdings gibt es bürokratische Abläufe und papierintensive Nullsummenspiele wie das Hin- und Herschieben von Kosten und damit auch von hart betroffenen Mitmenschen zwischen IV und Sozialhilfe, zwischen verschiedenen Gemeinden und Kantonen, welche seit Jahrhunderten in sehr unwürdiger Weise viele Aspekte des schweizerischen Fürsorgebereichs prägen. Das geht bis auf die Landjägerinnen gegen Nichtsesshafte, auf den Abtransport Armer per Schub, oft auch ins Ausland, zurück, und ähnliches wird heute noch betrieben. Nur eine durchgehende Steuerharmonisierung und umfassender echter Finanzausgleich zwischen armen und reichen Kantonen, Gemeinden und Quartieren, kurz eine auf Ausgleich und nicht auf Standortvorteile respektive Standortbenachteiligung ausgerichtete Steuer- und Sozialpolitik, können da Abhilfe schaffen.

Die sozialpolitischen Nullsummenspiele bürokratischen Hin- und Herschiebens von Menschen zwischen verschiedenen Kassen haben nichts mit einem Markt von Dienstleistungen zu tun. Es sind hausgemachte Probleme unseres Föderalismus und unserer Gemeindeautonomie, also bürokratische, nicht wirtschaftliche Problemlagen.

Teil 3 Historische Beispiele (Bildpräsentation)